

## Acharnement dominical

Michel Husson, *Politis* n°1065, 27 août 2009

Aucun argument ne justifie l'extension du travail du dimanche, qui ne créera pas d'emplois et ne fera pas consommer plus. Seul l'acharnement idéologique peut expliquer l'insistance de Sarkozy à faire passer cette loi qui étend le fameux « travailler plus » dans toutes ses dimensions. Le travail du dimanche est le complément logique de l'allongement de la durée hebdomadaire du travail avec les heures supplémentaires, et de la vie active avec le recul de l'âge de la retraite. Ces mesures participent d'une vision du monde profondément réactionnaire qui pose comme principe que les gens sont responsables de leur vie de plus en plus incertaine et difficile : ils ne travaillent pas assez.

S'il fallait trouver des inspirateurs à cette conception, il faudrait, pour la morale, chercher du côté de Malthus et de son éloge des efforts de la population laborieuse. Quant au raisonnement économique, il renvoie à une sorte de « loi de Say » selon lequel il suffirait d'accroître l'offre de travail exploité pour créer les emplois correspondants.

Ces mesures vont exactement en sens inverse de ce que la crise rend nécessaire : pour qu'elle ne débouche sur une hécatombe d'emplois et sur un bond en avant du chômage, il faudrait au contraire réduire la durée du travail. Et ce sont d'ailleurs des formes partielles et subventionnées de réduction du temps de travail qui permettent jusqu'à présent de limiter en partie les effets de la crise sur l'emploi : chômage partiel et baisse (de 10 % en un an des heures supplémentaire). Mais l'obstination de Sarkozy permet aussi de mieux comprendre ce que signifie pour lui la « refondation » du capitalisme. Il ne s'agit évidemment pas de modérer son monstrueux appétit mais d'étendre son emprise et sa capacité de nuisance. Cette loi symbolise un projet qui fait du centre commercial l'horizon indépassable de la vie en société. La véritable alternative est ailleurs, dans la recherche d'un arrangement social privilégiant le temps libre et l'extension des services publics au détriment de la consommation sans fin.